KIM IL SUNG

ENTRETIEN AVEC UNE DELEGATION DU PARTI SOCIALISTE DU JAPON

PYONGYANG, COREE
1984

OUVRIERS DU MONDE ENTIER, UNISSEZ-VOUS!

KIM IL SUNG

ENTRETIEN AVEC UNE DELEGATION DU PARTI SOCIALISTE DU JAPON

Le 19 septembre 1984

Editions en Langues Etrangères
Pyongyang, Corée
1984

Au nom du Comité Central du Parti du Travail de Corée et en mon nom personnel, je souhaite chaleureusement encore une fois la bienvenue à la délégation du Parti Socialiste du Japon conduite par Monsieur le Président Ishibashi.

La visite officielle qu'effectue en ce moment chez nous Monsieur le Président Ishibashi à la tête d'une délégation de haut niveau montre que nos deux partis entretiennent des relations d'amitié fraternelle très étroites et intimes et partagent une profonde confiance.

Notre Parti est très heureux et fier de trouver dans un pays voisin un parti digne comme le Parti Socialiste du Japon.

Je pense que l'échange de vues ayant lieu entre nos deux partis à l'occasion de la présente visite dans notre pays de la délégation du Parti Socialiste du Japon conduite par Monsieur le Président Ishibashi sur la situation internationale actuelle ainsi que sur divers problèmes d'intérêt commun donnera un tour nouveau au développement des rapports d'amitié existant entre les deux partis.

Monsieur le Président Ishibashi vient d'exposer son opinion sur la situation internationale. Moi, je la partage.

Tous les peuples se trouvent actuellement exposés au danger d'une guerre nucléaire. C'est précisément la raison pour laquelle le mouvement anti-guerre et antinucléaire se déchaîne partout dans le monde.

Ce mouvement s'accentue tout particulièrement en Europe. Dans cette partie du globe, non seulement les peuples des pays socialistes, mais également ceux des pays capitalistes luttent contre la guerre nucléaire.

En Asie, le Parti Socialiste du Japon et notre Parti luttent énergiquement contre la guerre nucléaire.

Il y a quelques années, nos deux partis ont publié une déclaration commune préconisant la création d'une zone dénucléarisée, zone de paix, en Asie du Nord-Est. Ce fut une juste mesure conforme à la réalité d'aujourd'hui caractérisée par l'intensification du mouvement anti-guerre et antinucléaire.

Monsieur le Président Ishibashi a insisté sur la nécessité pour nos deux partis de continuer à œuvrer énergiquement pour la création d'une zone dénucléarisée, zone de paix. Nous sommes tout à fait d'accord.

Nous estimons que les partis et les organisations sociales de différents pays doivent conjuguer leurs efforts pour généraliser cette lutte en Asie. Certains partis de pays d'Asie ne s'intéressent guère encore à ce mouvement.

Rappelant qu'un «symposium du Pacifique du Sud» s'est récemment déroulé sous les auspices des régimes travaillistes d'Australie et de Nouvelle-Zélande, Monsieur le Président Ishibashi a dit hier que la transformation de cette région en une zone dénucléarisée s'imposait comme une tâche politique d'actualité. Le fait que les pays du Pacifique du Sud œuvrent à la création d'une zone dénucléarisée est une bonne chose.

Nous considérons que les partis, qu'ils soient au pouvoir ou non, les organisations sociales et les larges masses populaires de nombreux pays doivent s'unir pour imprimer une nouvelle impulsion à ce mouvement visant à créer des zones dénucléarisées, zones de paix en Asie. Nous œuvrerons énergiquement avec votre Parti dans cette perspective.

J'ai récemment rencontré une délégation parlementaire de la République Indienne, qui m'a fait savoir que son pays aussi projetait de déchaîner la lutte pour conjurer le danger d'une guerre nucléaire.

Le mot d'ordre de la création de zones dénucléarisées,

zones de paix, se fait entendre également au sein du mouvement des non-alignés.

Les peuples du monde entier luttent actuellement contre la production et le déploiement des armes nucléaires, pour l'interdiction de leur emploi et leur suppression totale.

Je partage votre avis favorable à une intensification du mouvement de masse pour la création de zones dénucléarisées, zones de paix.

Nous sommes de votre avis au sujet de l'alliance militaire tripartite entre les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud.

Il est évident que les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud mijotent actuellement la mise sur pied d'une alliance militaire tripartite. Les Etats-Unis, en particulier, dans le cadre de ce complot de création d'une alliance militaire tripartite, offrent des armes sophistiquées à la Corée du Sud, ce qui implique un grave danger.

Ceux qui détiennent le pouvoir en Corée du Sud déclarent, devant les militaires de leur armée fantoche, qu'une fois la guerre déclenchée, elle devrait être terminée en un ou deux jours. En déclarant ainsi, ils laissent entendre, en fin de compte, qu'ils emploieraient des armes nucléaires dans cette guerre. Avec des armes classiques on ne peut pas terminer une guerre en un ou deux jours. La clique fantoche sud-coréenne est atteinte du «vertige» de l'arme nucléaire. C'est pourquoi la population sud-coréenne s'oppose à ce régime fantoche.

J'estime que nos deux partis de même que les peuples de nos deux pays doivent s'unir étroitement et lutter énergiquement contre le complot de création de cette alliance militaire tripartite.

Comme je l'ai déjà mentionné dans mon discours lors du banquet d'hier soir, si le Japon, sous le parapluie nucléaire des

Etats-Unis, choisit de s'acheminer vers sa transformation en une grande puissance militaire et emprunte la voie de l'expansion outre-mer, il se verra rejeté et condamné sévèrement pour ses actes tendant à trahir les intérêts du peuple japonais et à menacer tous les peuples d'Asie.

J'ai déjà parlé à ce sujet lors de mon entretien avec une délégation de parlementaires partageant les mêmes idées, issus du Parti libéral démocrate du Japon, qui séjournait dans notre pays. Je lui ai alors dit que si le Japon, en tant que grande puissance économique, établissait de bonnes relations avec les pays du Tiers-Monde, il pourrait développer son économie et jouir du soutien des peuples du monde entier, mais que s'il s'acheminait vers sa transformation en une grande puissance militaire, il constituerait une menace pour les peuples du monde entier dont il subirait finalement la condamnation.

Il est extrêmement important, à notre avis, d'amener le Japon, notre voisin, à rester une grande puissance économique plutôt que de se faire une grande puissance militaire, à renforcer son amitié et sa solidarité avec les pays du Tiers-Monde, avec les pays nouvellement indépendants et à contribuer au maintien de la paix mondiale.

C'est le moment d'aborder le problème des pourparlers tripartites.

Au début de cette année, nous avons proposé d'engager des pourparlers tripartites, c'est-à-dire entre nous, les Etats-Unis et la Corée du Sud.

Dans le contexte actuel, l'engagement de tels pourparlers s'avère l'unique moyen de relâcher la tension existant dans notre pays et de hâter la réunification de la patrie.

Comme l'a signalé Monsieur le Président Ishibashi, ce sont les Américains qui ont proposé en premier d'ouvrir les

pourparlers tripartites. L'ex-président américain Carter, lui aussi, a soulevé ce problème dans une «déclaration conjointe» publiée lors de sa visite en Corée du Sud; de plus, les Américains nous ont proposé indirectement, en plusieurs occasions, d'entreprendre de telles négociations. Depuis 1976, ils nous ont fait la même proposition par diverses voies.

Chaque fois que ceux qui symphatisaient avec nous leur ont demandé s'il n'était pas nécessaire de substituer un accord de paix à l'Accord d'armistice en Corée, les Américains ont insisté sur la nécessité d'entamer des pourparlers tripartites. En septembre de l'année dernière, par exemple, les Etats-Unis nous ont proposé, par l'intermédiaire d'un tiers pays, d'engager des pourparlers de ce genre. Or, depuis que nous avons publié notre proposition sur des pourparlers du même genre en nous déclarant prêts à agir, ils refusent d'accepter cette proposition.

Actuellement, les Etats-Unis préconisent l'ouverture de pourparlers quadripartites ou de négociations bilatérales entre le Nord et le Sud de la Corée. Il est certes possible que les deux parties de la Corée négocient directement entre elles, mais la situation actuelle ne le permet pas.

Comme vous le savez vous-mêmes, lors de la «visite» du fantoche Djeun Dou Hwan au Japon, le peuple japonais, sans parler de la population sud-coréenne, s'est opposé à cette «visite». Nous ne pouvons pas accepter de négocier avec cette marionnette détestée du peuple. Si nous nous entretenions avec elle dans ces conditions, nous mépriserions le peuple luttant contre elle. Comment nous, représentants du pouvoir populaire, pourrions-nous engager des pourparlers avec un ennemi du peuple?

Après son accession au «pouvoir», Djeun Dou Hwan a proposé des «visites réciproques entre les responsables suprê-

mes des autorités du Nord et du Sud de la Corée». Nous avons alors déclaré que si l'on voulait ouvrir des pourparlers au sommet entre le Nord et le Sud, il faudrait avant tout que Djeun Dou Hwan fasse amende honorable à la population sud-coréenne pour son crime d'avoir réprimé le mouvement démocratique et massacré de nombreux habitants. Djeun Dou Hwan avait été l'auteur d'un génocide lors du Soulèvement populaire de Kwangdjou et il avait condamné à la peine capitale Kim Dai Djoung, personnalité démocrate, en l'impliquant dans cette révolte. Nous avons donc proposé d'entamer des pourparlers visant à la réunification de la patrie selon les principes précisés dans la Déclaration conjointe Nord-Sud du 4 Juillet, après que Djeun Dou Hwan eût présenté ses excuses à la population sud-coréenne.

Le 4 juillet 1972, alors que Pak Jeung Hi était «président», nous avions publié une Déclaration conjointe Nord-Sud qui précise que la réunification du pays doit se réaliser selon les principes de l'indépendance, de la paix et d'une grande union nationale.

Nous avons également déclaré que l'ouverture des pourparlers au sommet entre le Nord et le Sud impliquait qu'un terme soit mis à la campagne anticommuniste qui se poursuivait en Corée du Sud et que la liberté d'activités politiques soit assurée à Kim Dai Djoung, à Kim Yeung Sam, à Kim Djong Pil et à de nombreuses autres personnes. Nous nous sommes déclarés prêts à négocier avec les autorités sud-coréennes à condition que celles-ci acceptent nos exigences.

Les fantoches sud-coréens les ont pourtant repoussées en arguant qu'elles relevaient d'une ingérence dans leurs affaires intérieures. Nos exigences n'impliquaient nullement une ingérence car il s'agissait d'une affaire soulevée au sein d'une même nation, et non entre des nations différentes.

Nous avons proposé qu'étant donné l'impossibilité d'entamer dans l'immédiat des pourparlers au sommet du Nord et du Sud, une conférence consultative politique regroupant des représentants des différents partis et organisations sociales et les personnalités démocrates du Nord et du Sud fût convoquée et que toutes les personnalités démocrates coréennes à l'intérieur comme à l'extérieur du pays y participent. Néanmoins, les fantoches sud-coréens ont refusé également cette proposition. Nous ne nous opposons pas aux pourparlers entre le Nord et le Sud.

Les problèmes que nous envisageons d'examiner lors des pourparlers tripartites sont tels qu'ils ne peuvent être réglés, dans le contexte actuel, que par voie de négociations tripartites.

Nous souhaitons qu'on délibère essentiellement de deux problèmes au cours de ces pourparlers. Nous entendons, avant tout, à travers ces pourparlers, remplacer l'Accord d'armistice conclu entre nous et les Etats-Unis par un accord de paix. Nous désirons, ensuite, adopter une déclaration de non-agression entre le Nord et le Sud. Attendu que la réunification du pays ne pourra être réalisée immédiatement, il s'agit là d'un projet des plus raisonnables visant à atténuer la tension régnant en Corée. Notre intention est d'aboutir par ce moyen, sinon à une réunification immédiate du pays, du moins au relâchement de la tension persistant dans notre pays. La substitution d'un accord de paix à l'Accord d'armistice, l'adoption d'une déclaration de non-agression par le Nord et le Sud et la réduction des forces armées des deux parties permettront d'atténuer la tension en Corée et, par voie de conséquence, de réunir les conditions préalables à la réunification pacifique du pays.

Les Etats-Unis exigent actuellement que le Nord et le

Sud négocient directement entre eux, alors que le régime fantoche sud-coréen n'est pas en droit de régler les problèmes relatifs au remplacement de l'Accord d'armistice par un accord de paix et à l'adoption d'une déclaration de non-agression entre le Nord et le Sud.

L'Accord d'armistice de Corée fut signé par notre délégué et celui des Etats-Unis. Il est certes vrai que le représentant des Volontaires du peuple chinois est un des cosignataires de cet accord, mais ceux-là se sont retirés depuis longtemps déjà de notre pays. Aussi faudrait-il que les deux parties contractantes de l'Accord d'armistice qui sont actuellement confrontées l'une à l'autre négocient entre elles pour le remplacer par un accord de paix.

Actuellement, un Américain commande les «forces armées unies sud-coréo-américaines». La déclaration de non-agression entre le Nord et le Sud ne serait donc réellement valable en Corée du Sud que si elle est approuvée par ce commandant. Supposons qu'une déclaration de non-agression soit adoptée entre le Nord et le Sud, elle ne servirait à rien et deviendrait lettre morte si les Américains ne l'admettaient pas. Elle devra donc absolument être adoptée lors des pourparlers tripartites.

Les Etats-Unis sont l'une des parties contractantes de l'Accord d'armistice de Corée. S'ils refusent d'entamer des pourparlers tripartites, c'est parce qu'ils veulent contrôler indéfiniment la Corée du Sud, leur base militaire et leur dépôt d'armes nucléaires, et menacer ainsi les pays de l'Asie du Nord-Est. Aucun sophisme ne peut justifier leur refus.

Nous réclamons et continuerons à réclamer l'ouverture de pourparlers tripartites aux Etats-Unis.

Si l'on veut résoudre le problème de la réunification de notre pays, il faut que les autorités des Etats-Unis soient

persuadées que nous n'avons pas l'intention d'«envahir le Sud».

Actuellement, ces dernières continuent à prétendre mensongèrement que la puissance militaire de la Corée du Nord est supérieure à celle de la Corée du Sud et qu'une «menace d'agression contre le Sud» subsiste en Corée. Ce n'est qu'un prétexte inventé purement et simplement pour perpétuer leur occupation de la Corée du Sud.

Monsieur le Président Ishibashi a loué Monsieur Kimura d'avoir autrefois eu raison de dire qu'il n'existe pas dans notre pays de «menace d'agression contre le Sud». Je partage votre avis.

En effet, il est évident, selon le sens commun, que notre puissance militaire ne peut pas être supérieure à celle de la Corée du Sud. La moitié nord de la République est beaucoup moins peuplée que la Corée du Sud et l'effectif de notre Armée Populaire est inférieur à la moitié de celui de l'armée fantoche sud-coréenne. Du point de vue de l'équipement militaire, cette dernière est dotée d'armes sophistiquées made in USA.

Je pense que les commentateurs militaires du Japon et de n'importe quel autre pays nieront l'affirmation selon laquelle notre potentiel militaire est supérieur à celui de la Corée du Sud. Cette affirmation est dénuée de fondement.

Or, au sein du Congrès américain, on préconise, en invoquant notre «supériorité» militaire sur la Corée du Sud, qu'il accorde sans cesse, chaque année, de l'aide militaire à cette dernière.

Sous prétexte d'une imaginaire «menace d'agression venant du Nord», les Etats-Unis octroient annuellement une importante aide militaire à la Corée du Sud et y effectuent de grandes manœuvres militaires. L'année dernière, ils y ont exécuté des manœuvres militaires conjointes appelées «Team

Spirit 83» et, cette année, les «Team Spirit 84», d'une envergure plus grande encore. De nombreuses unités de l'armée américaine et de l'armée fantoche sud-coréenne participent aux grandes manœuvres militaires qui ont lieu chaque année en Corée du Sud.

Nous ne voulons ni ne pouvons «envahir le Sud». Nous n'avons pas l'idée d'attaquer la Corée du Sud même lorsqu'un événement quelconque s'y produirait éventuellement; nous nous garderons de créer une tension, mais, au contraire, nous continuerons à œuvrer pour la détente.

Les autorités américaines doivent croire que nous ne désirons pas «envahir le Sud». Si elles se défient de nous, c'est parce qu'elles visent à faire de la Corée du Sud leur base militaire et leur colonie pour toujours.

L'orientation définie par notre Parti pour la réunification de la patrie est claire.

Lors du 6e Congrès du Parti, nous avons préconisé qu'on instaure une république confédérale où serait formé un gouvernement national unifié auquel le Nord et le Sud prendraient part sur un pied d'égalité et sous lequel, investies des mêmes droits et des mêmes devoirs, les deux parties appliqueraient respectivement une autonomie régionale, à condition que chacune d'elles reconnaisse et admette entièrement l'idéologie et le régime de l'autre.

Nous proposons que l'Etat confédéral constitue une assemblée confédérale nationale suprême dont la présidence serait occupée à tour de rôle par le représentant de la République Populaire Démocratique de Corée et celui de la Corée du Sud.

Nous avons depuis longtemps déjà déclaré n'avoir pas l'intention de rendre communiste la Corée du Sud et nous l'avons précisé dans le rapport présenté au 6e Congrès du

Parti. D'importants capitaux du Japon, des Etats-Unis, d'Allemagne de l'Ouest, de France et d'autres pays sont engagés en Corée du Sud. Si nous tentions d'imposer notre idéologie et notre régime à la Corée du Sud, cela effraierait les étrangers qui y ont placé leurs capitaux. Aussi avons-nous précisé que nous ne voulons pas rendre communiste cette partie de la Corée. J'ai parlé à ce sujet, en 1981, à l'envoyé spécial du président du Parti social-démocrate d'Allemagne alors en visite chez nous.

Nous envisageons de laisser tels quels tant les régimes sociaux existant dans le Nord et le Sud de la Corée que les relations extérieures qu'ils ont nouées avec d'autres pays, ainsi que d'éviter que l'un n'empiète sur les droits de l'autre.

Nos ennemis, ainsi que certains Japonais appellent actuellement la ligne de démarcation militaire de notre pays «digue contre le communisme». Nous voulons priver nos ennemis de tout prétexte de le faire.

Nous insistons pour que la Corée devienne un pays neutre grâce à la fondation d'une république confédérale neutre, les régimes sociaux du Nord et du Sud restant tels qu'ils sont. Nous visons par là à empêcher notre pays de devenir un satellite de n'importe quel autre pays.

Si la Corée devient un pays neutre, les actuels régimes sociaux du Nord et du Sud restant en place, elle pourrait servir de zone tampon entre les régimes socialiste et capitaliste. Il ne serait plus alors question d'une prétendue menace que constituerait un régime communiste pour le Japon et notre pays serait en mesure de développer ses relations d'amitié avec tous les pays du monde.

Je vous remercie de votre soutien énergique à notre proposition de pourparlers tripartites, de l'attention parti-

culière prêtée à la détente dans notre pays et de votre aide à notre endroit.

Nous apprécions très favorablement le fait que vous restez fidèles à vos obligations envers nous et nous vous témoignons notre respect.

J'espère que votre Parti continuera à nous soutenir et à nous encourager.

Monsieur le Président Ishibashi a exprimé sa détermination de continuer à œuvrer pour le raffermissement de l'amitié entre nos deux partis. Je lui en suis reconnaissant.

Nous attribuons une importance capitale au développement de nos relations de bon voisinage, de fraternité et d'amitié avec le peuple japonais.

Il est certes vrai que les actuels gouvernants du Japon gardent une attitude inamicale à l'égard de la République Populaire Démocratique de Corée en pratiquant une politique de partialité en faveur de la Corée du Sud. Je pense cependant que c'est un phénomène momentané. Je suis convaincu que les rapports entre la Corée et le Japon s'amélioreront dans l'avenir.

Monsieur le Président Ishibashi a dit que son Parti militerait plus dynamiquement encore à l'avenir afin d'empêcher que le régime du Parti libéral démocrate ne puisse se conduire arbitrairement au Japon. Je lui accorde mon appui sans réserve. Nous présageons avec optimisme que cela se produira à coup sûr au Japon. C'est que le Parti Socialiste du Japon se fixe un excellent programme d'action: la paix, la démocratie et la neutralité sans militarisation.

A l'avenir, nous poursuivrons notre effort pour un développement continu des rapports entre nos deux partis.

Quant au problème de la pêche soulevé entre les deux

pays, la Corée et le Japon, nous comptons faire en sorte que le personnel compétent en discute avec vous.

Nous ne nous opposons pas à la prolongation de la durée de validité de l'arrangement provisoire sur la pêche privée entre la Corée et le Japon. Le gouvernement japonais ne s'est pas montré amical envers notre pays lors de la discussion initiale du problème de la pêche privée entre les deux pays, pas plus qu'il ne prend à présent une attitude plus défavorable encore envers lui.

Il y a quelques années, lorsqu'il était convenu que notre délégation irait au Japon pour délibérer sur le problème de la prolongation de la durée de validité de l'arrangement provisoire de la pêche, le gouvernement japonais nous a posé des conditions incidentes en mettant en cause la personne du chef de la délégation et en invoquant on ne sait quoi encore. Il s'est alors montré très inamical envers notre pays en lui annonçant qu'il accepterait quelqu'un et refuserait quelqu'un d'autre. C'était un acte tendant à nous insulter. Nous nous sommes donc abstenus d'envoyer notre délégation au Japon. Je pense que le gouvernement japonais a alors agi de manière très inamicale envers notre pays.

Que notre délégation ne puisse se rendre au Japon, cela ne peut nous empêcher de survivre et le fait que ce dernier refuse de nous reconnaître n'empêche pas la République Populaire Démocratique de Corée d'exister.

A l'origine, notre Parti a fait signer l'arrangement provisoire sur la pêche privée entre la Corée et le Japon, en dépit de l'attitude inamicale du gouvernement japonais à l'égard de notre pays, en tenant compte de la suggestion du Parti Socialiste du Japon et en mettant en considération le fait que des pêcheurs japonais pauvres venaient pêcher dans notre espace maritime. Nous ne l'avons pas fait par amour pour le

gouvernement japonais. Nous avons signé cet arrangement visant à la coopération dans le domaine de la pêche en faisant cas des relations d'amitié entre nos deux partis et entre nos deux peuples, ainsi que des intérêts vitaux des pêcheurs pauvres du Japon.

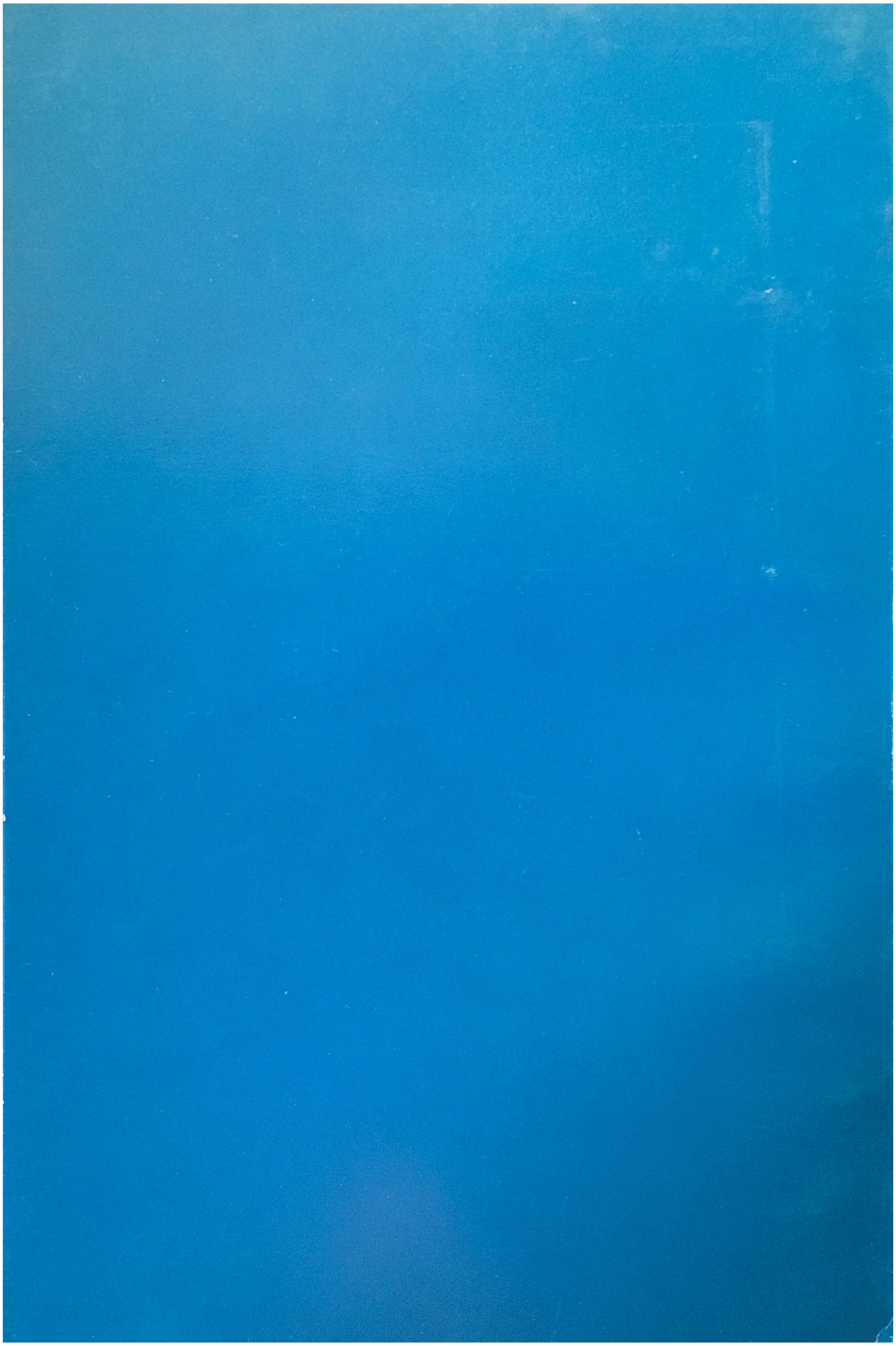
Que le gouvernement japonais nous traite amicalement ou non ne regarde que des personnes particulières qui y siègent, tandis que le peuple japonais se montre toujours amical à notre égard. Aussi la prolongation de la durée de validité de cet arrangement ne pose-t-elle pas un problème délicat. Nous ne considérons pas cette question comme épineuse. On y trouvera donc une solution heureuse.

Il serait souhaitable que les deux parties conviennent de créer une commission conjointe afin de coopérer dans le domaine de la pêche privée. Pour en discuter il conviendrait qu'une délégation japonaise vienne chez nous plutôt que la nôtre aille au Japon.

Je ne veux pas parler davantage aujourd'hui.

S'il y a d'autres problèmes à discuter, je pourrai rencontrer de nouveau Monsieur le Président à part, et les cadres compétents des deux parties pourront discuter entre eux sur des problèmes éventuels.

Merci de votre attention.

Imprimé en République Populaire
Démocratique de Corée

No 492006